

Faire de la politique

Respectable Loge, L'Arbre Nouveau, Orient de Caen, Région 9

Mots-clefs : Souveraineté, Démocratie, République, Europe

Crise et impuissance du politique

En révélant en même temps l'échec du modèle économique néolibéral globalisé et, dans notre pays, l'impuissance d'un État paupérisé, privé de moyens d'intervention et condamné à suivre ce que le marché décide, la crise sanitaire a brutalement ramené la question politique sur le devant de la scène. Le capitalisme néolibéral a inventé le « marché total » qui entend soumettre les institutions et le Droit, comme tout le reste, à des calculs d'utilité individuelles. La Cour Suprême des États-Unis en a d'ailleurs consacré le principe, analysant la délibération démocratique comme un « marché des idées ». La plupart des politiques, notamment celles de précaution santé, ont ainsi été progressivement démantelées par des instructions de mise en œuvre strictement comptables (RGPP, LOLF, etc.) qui ont rendu l'État incapable de remplir des tâches où naguère encore, il pouvait prouver son excellence et son efficacité.

L'Union européenne abandonnant l'esprit des fondateurs a cessé de protéger ses populations pour les ouvrir au marché global porté par l'hégémonie américaine et, dans notre pays, toute l'action de l'État a dû s'orienter à « l'adaptation » du pays au marché globalisé. Dans ce cadre, on voit que l'essentiel de la dépense publique - qui est élevée - ne va plus à des équipements collectifs mais à des dépenses sociales d'aide aux personnes, prix à payer pour assurer l'acceptation de la politique libérale. Cette politique d'adaptation n'est bien sûr possible qu'au prix de trahisons répétées de la volonté démocratique ce qui entraîne un profond discrédit de la classe politique française et, plus encore, des institutions européennes.

Les syndicats, partis et associations politiques ne sont plus en mesure de jouer leur rôle dans les institutions, débordés par des « mouvements » infra-politiques, coquilles vides au service d'ambitions. L'idée de souveraineté démocratique se dissout au profit d'une « gouvernance » technocratique, en dehors du champ politique mais toujours dans l'ordre intangible du néolibéralisme.

Dans ce contexte, la crise sanitaire prend une dimension tout à la fois économique, sociale et démocratique et, comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase, elle est de nature à entraîner une série d'effets systémiques en chaîne.

Dans l'onde de choc de la crise sanitaire

Cette épreuve mondiale a provoqué un choc, ébranlé notre économie, notre vie sociale et tout notre quotidien. Elle a brutalement révélé les limites du fonctionnement de nos sociétés et de nos différents modèles de pensée. Du désarroi à l'espoir, un peu partout, des initiatives pour « inventer le monde d'après » se sont multipliées.

La pandémie s'abat sur une France extrêmement affectée par de multiples commotions. Cela va des sanglants attentats islamistes, qui ont durablement installé un climat d'exaspération et d'inquiétude dans le corps social, au malaise des laissés-pour-compte qui prend la forme d'une résistance sociale et culturelle endémique, dans une société française de plus en plus « archipéllisée ».

Ce retour du réel est brutal et, aux yeux de tous, « l'État est nu ». Le président de la République décrète une mobilisation générale, « nous sommes en guerre ». Il fait des annonces, « quoi qu'il en coûte ». Il s'engage pour le retour à une souveraineté française « en particulier économique, industrielle, stratégique, militaire, technologique... », et pour le « retour des jours heureux ». Dans le même temps, les instances européennes rappellent que le monde de demain fonctionnera avec les mêmes règles que celui d'hier et que si « la mondialisation est, peut-être, allée trop loin », « la règle des 3% n'a pas disparu définitivement » et que « les traités sont toujours sur la table » (Thierry Breton). Quant à Wall Street, on y voit le monde de demain encore plus globalisé et cartellisé que celui d'hier.

Les crises ne remettent donc pas tous les compteurs à zéro. Pour imaginer ce qui pourrait éventuellement advenir « après », il faut bien observer les tendances d'avant et, le plus probable c'est qu'il faudra essayer d'imaginer un monde « avec », car cette crise semble devoir durer.

Construire une volonté démocratique souveraine

Si nous voulons sortir plus forts de l'épreuve et construire des stratégies réalistes, nous devons apprendre de nos erreurs passées et pour cela, éviter la fuite en avant dans tout utopisme sentimental. Bien que les graves difficultés économiques qui s'annoncent n'y soient pas du tout propices, la première leçon à tirer, c'est qu'il faudra réinventer notre modèle de cohésion collective et lui conférer une dimension politique capable de le garantir face au règne du « tout économique ». Le principal outil pour y parvenir c'est la Constitution de notre République. En 2004, le Conseil constitutionnel, présidé par Pierre Mazeaud, a clairement indiqué que « l'identité constitutionnelle » de la France était toujours opposable à la transposition d'une directive européenne. C'est ce qu'a fait Allemagne dès le traité de Maastricht, en renforçant dans sa Constitution, les règles de non-déficit budgétaire et de limitation de l'endettement. Le tribunal constitutionnel allemand a encore rappelé en 2009, à propos du Traité de Lisbonne cette fois, que l'État national dispose toujours de la « compétence de la compétence » qui lui permet de déléguer, ou pas, certaines de ses attributions. L'« identité constitutionnelle » de notre pays est une identité « républicaine ».

Produit de son histoire et de sa culture, elle repose sur le primat du politique, de la citoyenneté et de la solidarité et elle s'appuie sur un « service public » stratégique. Il faut consolider la constitutionnalité de ce principe de service public ainsi que la dimension d'aménagement équilibré du territoire qui y est attachée. Cela rendrait inattaquables bien des décisions d'aide à l'installation d'entreprises ou de soutien à certains secteurs. L'adoption du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral ont définitivement mis fin au fragile équilibre des pouvoirs de la Constitution de 1958.

Par ailleurs, le système actuel, exclut de toute représentation politique des pans entiers de la population. Il en résulte un dangereux face-à-face entre une radicalité qui se généralise de plus en plus et un pouvoir de moins en moins crédible et toujours perçu comme insuffisamment légitime. Si on doit maintenir un mécanisme de prime au vainqueur, gage irremplaçable de stabilité de nos institutions, il faut d'urgence organiser une représentation satisfaisante des diverses opinions politiques du pays. Même si c'est bien difficile à imaginer aujourd'hui, les citoyens doivent investir les partis politiques qui sont devenus des structures vides. Ils doivent se les approprier et les remettre à la hauteur de leur rôle constitutionnel (art. 4). Ces partis renoués de l'intérieur travailleront avec les Français à l'élaboration participative d'un avenir commun. C'est le seul moyen de faire revivre la démocratie, de dégager un « intérêt général » et des politiques, pour le plus grand nombre, capables de s'opposer à la normalisation néolibérale et technocratique qui est toujours à l'œuvre. À l'abri de notre Constitution, on reconstruira des Services publics accessibles à tous et dégagés du marché. C'est en grande partie du niveau et de la qualité des équipements collectifs que dépend le bien-être des citoyens.

Il faudra rendre aux systèmes éducatifs et de santé ainsi qu'aux différents réseaux de transports leur caractère stratégique de service public démocratique (ferroviaire, développement des lignes locales, renationalisation des autoroutes...). On se gardera bien d'essayer d'esquisser un programme. Le combat politique relève d'abord, en amont de la politique, d'une vision du monde.

C'est une bataille culturelle pour un projet alternatif. Il faut que l'hégémonie culturelle change de camp et que désormais, l'intérêt général humain, la garantie des biens communs, la transition vers un modèle plus solidaire et plus soutenable, protecteur des citoyens et de leurs droits, s'imposent. Si tous les citoyens s'emparent de ces priorités dans des partis populaires forts et nombreux, ils réussiront à installer la volonté démocratique au cœur du système politique pour lui rendre l'ambition de cohésion collective et d'émancipation des individus qu'il avait perdue. L'affirmation des spécificités démocratiques nationales aura des répercussions dans le concert communautaire européen.

Une Europe démocratique pourra s'y ressourcer, une Europe de la coopération plutôt que de la compétition, prenant appui sur la riche diversité de ses langues et de ses cultures, une Europe des projets, œuvrant à la solidarité continentale pour répondre aux défis qu'aucun État ne peut relever seul.

Une puissance européenne qui protège les nations qui la composent.

En prenant appui sur notre « identité constitutionnelle », reconstruire la cohésion collective de la nation et l'expression de sa volonté démocratique souveraine.